



Date : 21/07/2008

RELU PAR LE CFI

Dépôt légal des matériels audiovisuels : la situation en Amérique Latine

Samira Sambaño

Instituto Universitario Asociación Cristiana de Jóvenes,
Montevideo, Uruguay

ssambain@internet.com.uy

Traduit en juillet 2008 par

Gourvan ILLIEN

Enseignant-documentaliste au Lycée Agricole du Mans.

gourvan@hotmail.com

Meeting: 95 Audiovisual and Multimedia, Copyright and other Legal Matters,
National Libraries and Bibliography
Simultaneous Interpretation: English, Arabic, Chinese, French, German, Russian and Spanish

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 74TH IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
10-14 August 2008, Québec, Canada
<http://www.ifla.org/IV/ifla74/index.htm>

Résumé

Cet article propose une vue d'ensemble de la législation en vigueur concernant le dépôt légal audiovisuel et multimédia en Amérique Latine ainsi qu'une évaluation des applications pratiques de cette réglementation.

La méthodologie employée repose sur la présentation et l'étude du cadre législatif relatif à cette question dans chaque pays ainsi que sur les réponses de chaque agence nationale en charge du dépôt légal afin de mieux comprendre la situation de l'Amérique Latine.

L'étape finale porte sur le traitement de l'information, la comparaison entre les lois et leur application pratique dans chaque pays, la comparaison des situations de ces pays pour apporter des conclusions sur la thématique.

1. Introduction

La question du dépôt légal audiovisuel a toujours constitué un des centres d'intérêts de la Section Audiovisuel et Multimédia de l'IFLA, c'est pourquoi ce rapport vise à proposer une approche à l'état de l'art sur ce sujet en Amérique Latine.

La législation sur l'audiovisuel et le multimédia en Amérique Latine diffère selon les pays, non seulement en fonction du type de matériel ou de document concerné mais également de son application. Quels sont les objectifs définis par la législation du dépôt légal de chaque pays ? Quelle est la situation réelle du dépôt légal dans la pratique ? Comment agissent les agences en charge du dépôt légal pour atteindre leurs objectifs ? Voilà quelques-unes des questions que nous pouvons relier au dépôt légal audiovisuel.

D'un autre côté, nous savons qu'il ne suffit pas du dépôt légal audiovisuel pour assurer la préservation de notre héritage culturel et intellectuel mais que les directions politiques sont également essentielles pour atteindre les objectifs de conservation et de préservation.

Autre thème lié au dépôt légal de l'audiovisuel : le moyen d'accès fourni par ces institutions au grand public. Les documents audiovisuels sont-ils mis à la disposition du grand public, des chercheurs ou sont-ils impossibles d'accès ? Dans le cas où ils sont inaccessibles, cela est-il dû à la législation, aux caractéristiques des documents ou à l'infrastructure de l'agence dépositaire ?

Cette étude vise à répondre à ces interrogations et à d'autres en lien avec le thème.

2. Méthodologie et portée

L'Amérique Latine est constituée d'un espace géographique et culturel dont la caractéristique commune est d'être une région dans laquelle est parlée une langue romane suite à sa colonisation par des nations latines comme l'Espagne, le Portugal ou la France.

Pour cette phase de recherche, nous nous sommes fixés un objectif géographique moins ambitieux en raison du nombre de pays à étudier, ceci dans le but d'approfondir les questions relatives à la thématique. Les pays sélectionnés sont : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

Toujours concernant la méthodologie, après avoir réalisé une délimitation géographique de l'étude, deux phases ont été clairement différenciées. Tout d'abord, nous aboutissons à la présentation et à l'étude de la législation nationale sur le dépôt légal des pays sélectionnés en première instance.

Ensuite, une fois la législation étudiée, nous abordons des aspects liés aux pratiques, en relation avec le thème, mises en application dans chaque pays. Pour cela, nous réalisons un questionnaire afin d'obtenir des réponses de chacune des agences nationales chargées du dépôt légal pour comprendre la situation réelle dans chaque pays.

Enfin, l'étape finale repose sur l'étude des réponses obtenues en effectuant des comparaisons entre la loi et les pratiques et en proposant des conclusions sur l'état de l'art du dépôt légal audiovisuel et multimédia en Amérique Latine.

3. Cadre législatif du dépôt légal audiovisuel en Amérique Latine

Pour commencer l'étude, un état des lieux de la législation des pays sélectionnés a été effectué. Après l'avoir analysé, une comparaison est proposée pour confronter les différences et les similitudes.

Présentation des législations

Argentine – Loi 11.723 (année 1933), Décret 41.233 (année 1934) et Décret 3.079 (année 1957)

Bolivie – Décret Suprême 28.598 (année 2006)

Brésil – Loi 1.825 (année 1907), Instructions du 19 décembre 1930

Chili – Loi 19.733 (année 2001)
Colombie – Loi 44 (année 1993) et Décret 460 (année 1995)
Equateur – Loi 71 (année 1989)
Paraguay – Loi 1.180 (année 1985)
Pérou – Loi 26.905 (année 1997), Décret Suprême N° 017-98-ED et Loi 28.377 (année 2004)
Uruguay – Loi 13.835 (année 1971), Décret Réglementaire N° 694 (année 1971)
Venezuela – Loi sur le Dépôt Légal (année 1993) et Décret Réglementaire 1.975 (année 1997)

Ensuite, il est proposé une analyse de la législation du dépôt légal audiovisuel par pays puis une comparaison entre eux.

Par la suite, la situation de la pratique en Amérique Latine est expliquée par le biais d'un questionnaire.

Enfin, une comparaison entre le cadre législatif et les réponses obtenues par le biais du questionnaire est proposée et débouche sur des conclusions pertinentes.

Bibliographie consultée

- Los Archivos sonoros y audiovisuales de Chile / Antonieta Palma.
En: <http://www.ifla.org/IV/ifla70/papers/133s-Palma.pdf>
(consultado 15/03/2008)
- Directrices para materiales audiovisuales y multimedia en bibliotecas y otras instituciones / Bruce Royan, Monika Cremer. The Hague : IFLA Headquarters, 2004.
- Guidelines for legal deposit legislation / Jules Larivière. París : Unesco, 2000.
En : <http://www.ifla.org/VII/s1/gnl/legaldep1.htm> (consultado el 15/03/2008).
- Legal Deposit and the collection of national publications in Argentina / Claudia B. Bazán. En: IFLA Journal, Vol. 29, n° 3, 2003, 227-229.